



HAL
open science

Violence homicide en Colombie: déviance ou "débrouille"?

Olga L Gonzalez

► **To cite this version:**

Olga L Gonzalez. Violence homicide en Colombie: déviance ou "débrouille"?. Socio-logos, 2010.
hal-02321043

HAL Id: hal-02321043

<https://hal.science/hal-02321043>

Submitted on 20 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Violence homicide en Colombie: déviance ou "débrouille"?

Olga L. Gonzalez



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/socio-logos/2490>

ISBN : 978-2-8218-0284-1

ISSN : 1950-6724

Éditeur

Association française de sociologie

Ce document vous est offert par Université Paris Diderot - Paris 7



Référence électronique

Olga L. Gonzalez, « Violence homicide en Colombie: déviance ou "débrouille"? », *Socio-logos* [En ligne], 5 | 2010, mis en ligne le 23 juillet 2010, consulté le 20 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/socio-logos/2490>

Ce document a été généré automatiquement le 20 octobre 2019.



Socio-logos est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Violence homicide en Colombie: déviance ou "débrouille"?

Olga L. Gonzalez

Dans beaucoup d'espaces nationaux du Sud des processus de décomposition sociale sont observés depuis de très nombreuses années.

Dans cet article nous souhaitons, à partir du cas de la Colombie, un pays où ces processus sont particulièrement avancés, identifier les dynamiques sociales qui surviennent dans un contexte d'affaiblissement du contrôle étatique (au niveau des lois) et, plus largement, dans un contexte de changement du contrôle social (au niveau des mœurs et des normes sociales).

En particulier, il nous intéresse de montrer que les outils et appareils théoriques de la sociologie employés avec profit dans le Nord sont insuffisants pour expliquer certains phénomènes observés dans le Sud. L'étude de la violence homicide est un très bon cadre pour présenter la notion de « débrouille »¹, qui nous semble plus pertinente que la notion de « déviance » pour appréhender ces phénomènes.

Violence en Amérique latine

Que le sous-continent latino-américain soit le plus violent du monde ne surprend pas –il est devenu banal d'évoquer la violence des favelas du Brésil, celle du narcotrafic au Mexique ou en Colombie, ou la criminalité de Caracas.

Par delà ces images récurrentes, les statistiques ratifient cette impression : l'Amérique latine est la région du monde la plus frappée par la violence armée, puisque 42% des homicides avec arme à feu de la planète s'y réalisent². De même, sur les 20 pays où le taux d'homicide est le plus élevé au monde, 12 sont des pays d'Amérique latine, comme le montrent les données :

Les vingt pays au taux d'homicide volontaire le plus élevé

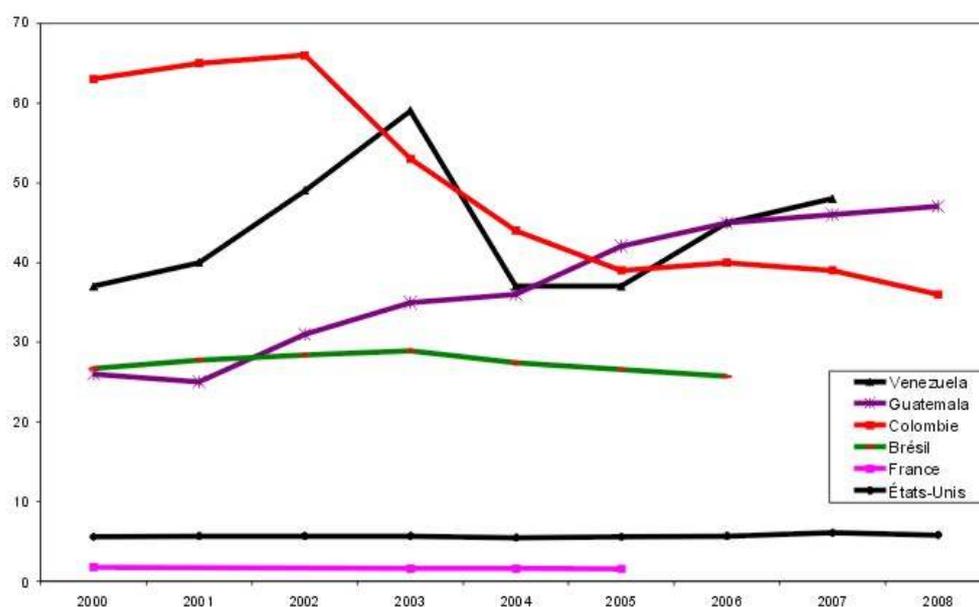
Pays	Taux d'homicide (pour 100 000 habitants)
Honduras	58
Sierra Leone	50
Jamaïque	49
Venezuela	48
El Salvador	48
Guatemala	47
Trinidad et Tobago	42
Angola	40
Afrique du Sud	37
Colombie	36
Somalie	33
Liberia	33
Belize	31
Brésil	26
République Dominicaine	24
Irak	21
Puerto Rico	19
Equateur	19
Russie	17
Swaziland	14

Source : United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), Crime Statistics, <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/Crime-Monitoring-Surveys.html>. Données correspondant aux années 2004, 2005, 2006, 2007 ou 2008.

De nombreux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, plusieurs pays andins (Colombie, Venezuela, Equateur) et le Brésil sont ceux où la situation est la plus grave. De fait, parmi les grands pays d'Amérique latine (ceux où la population est supérieure à 15 millions

d'habitants), trois (la Colombie, le Guatemala et le Venezuela) ont des moyenne de taux d'homicides pour 100 000 habitants supérieures à 30. Si les fluctuations y sont importantes d'une année à l'autre, il reste que dans les années 2000 ces taux ont globalement été très élevés. Par ailleurs, malgré les mesures développées ces dernières années pour faire baisser les taux d'homicide, ceux-ci semblent atteindre un plancher³. Enfin, ces taux sont très supérieurs à ceux d'un pays considéré comme violent (nous songeons par exemple aux États-Unis) et incomparablement plus élevés par rapport à un pays européen comme la France (voir le graphique).

Homicide volontaire dans quatre grands pays d'Amérique latine, en France et aux États-Unis dans les années 2000



Interprétations de la violence en Colombie : les conclusions des « violentologues »

Dans ce papier nous nous focaliserons sur la situation de la Colombie, qui reste un des pays les plus violents du monde dans les années 2000⁴. L'inflexion particulière de la violence⁵, ainsi que le caractère prolongé de la situation de conflit politique (non reconnu par le gouvernement Uribe, mais reconnu épisodiquement dans le passé) ont contribué au développement d'une spécialité à l'intérieur des sciences sociales : la « violentologie ». Les sciences politiques, l'anthropologie et l'histoire ont été les disciplines les plus représentées au sein de cette spécialité des sciences sociales. Outre le travail de dépouillement des bases de données sur la violence, le principal intérêt de ces travaux est d'avoir caractérisé les diverses formes de violence (départage des violences selon qu'elles sont urbaines ou rurales, selon qu'elles répondent à des facteurs centralisés ou éclatés).

Par ailleurs, les violentologues se sont vus assigner une place de premier rang auprès des gouvernements successifs dans le but de donner des réponses au lancinant conflit armé : dès 1986, avec le rapport de la *Comisión de Estudios sobre la Violencia*⁶, les violentologues ont produit de nombreux rapports. Regroupés majoritairement au sein d'un prestigieux laboratoire de recherche - l'Iepri de l'*Universidad Nacional*, ils ont eu la tâche d'élaborer

des pistes concrètes pour « sortir de la violence », notamment en vue de l'arrêt du conflit armé⁷.

Sur le plan conceptuel, les violentologues se sont efforcés de définir les « causes objectives de la violence », par exemple en établissant des correspondances entre inégalités sociales et violences, ou en insistant sur les facteurs historiques qui sont à l'origine de cette violence (mauvaise distribution de la terre, histoire des guérillas, etc.). Ces études ont incontestablement contribué à approfondir la connaissance de la société colombienne contemporaine.

Néanmoins, dans notre perspective, les études sur la violence gagneraient à intégrer davantage les concepts de la sociologie, et spécialement à intégrer de manière critique les outils fournis par la sociologie de la déviance. Il nous semble en effet que les apports de cette discipline –même s'ils doivent être mis à jour pour rendre compte des particularités observées– permettraient de saisir les phénomènes dans une perspective plus générale. De fait, lorsque les homicides atteignent une telle échelle, c'est qu'ils expriment une forme de relation sociale. Il devient alors nécessaire de s'interroger sur des facteurs explicatifs de caractère structurel. Or, précisément, les concepts généralement employés pour rendre compte de ces violences ne nous semblent pas assez explicatifs. La plupart des fois, ils reflètent les catégories issues du monde juridique (ainsi, ils sont subsumés dans les distinctions propres au monde juridique, qui établissent l'intentionnalité –ou non– des homicides⁸). De même, la distinction entre homicides politiques et homicides non politiques, traditionnellement utilisée par les violentologues, ne nous semble pas opérative pour saisir le phénomène plus large de la violence homicide. Plusieurs raisons à ceci : l'importance des homicides⁹, la variété des situations où l'homicide est utilisé pour « résoudre » toute sorte de problèmes, la difficulté à déterminer et encore plus à punir, les auteurs –et par là à établir les responsabilités, qu'elles soient politiques ou non. En somme, nous souhaitons présenter un cadre conceptuel original afin de rendre compte de manière plus rigoureuse des agissements des acteurs.

Apports et carences de la sociologie de la déviance dans le contexte colombien

Les apports de la sociologie de la déviance se révèlent intéressants, mais insuffisants, pour appréhender les phénomènes de violence homicide dans une société comme la colombienne. En effet les homicides n'y sont pas des phénomènes marginaux, mais au contraire ils sont perçus comme normaux, alors que la marginalité est un des caractères fondamentaux des actes déviants.

Rappelons que déjà dans les œuvres précurseuses de la sociologie de la déviance, notamment chez Émile Durkheim, a été établie l'opposition entre le « pathologique » et le « normal »¹⁰. L'approche interactionniste de la déviance de Howard Becker, largement utilisée de nos jours, nuance et approfondit ce clivage. Becker explique que l'acte déviant « n'est pas une qualité de l'acte commis par une personne mais plutôt une conséquence de l'application, par les autres, de normes et de sanctions à un 'transgresseur' ». Dans cette conception, « le déviant est celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette »¹¹. En conséquence, la déviance se produit obligatoirement dans une relation. Becker considère d'ailleurs qu'elle est le produit d'une transaction : «Je considérerai la déviance comme le

produit d'une transaction effectuée entre un groupe social et un individu qui, aux yeux du groupe, a transgressé une norme ». Suivant ce raisonnement, ce qui caractérise les déviants est le fait d'être exclus : « Qu'y a-t-il de commun à tous ceux qui sont rangés sous l'étiquette de déviant ? Ils partagent au moins cette qualification, ainsi que l'expérience d'être étiquetés comme étrangers au groupe »¹².

Or, en Colombie, les homicides ne remplissent pas les deux conditions importantes pour parler de déviance : au moment de juger le comportement violent, il n'y a pas le sentiment qu'il y ait eu une transgression, et surtout il n'y a pas d'exclusion des membres du groupe ayant commis l'acte violent.

Nous relèverons certaines manifestations de non-exclusion d'auteurs d'actes très violents, qui nous semblent éloquentes. Le premier cas se réfère au très populaire chanteur Diomedes Diaz : reconnu coupable par la justice du viol et de l'assassinat de son amie Doris Niño¹³, le chanteur ne fut pas condamné socialement et encore moins rejeté. L'attitude complaisante de la société à son égard a clairement influencé la justice (il purgea une peine de 3 ans en prison). Ainsi, un cinéaste étranger qui était allé sur place pour enquêter sur ce personnage a finalement opté pour montrer, dans son documentaire, la perception complaisante de la ville de Valledupar à son égard, qui en fit un héros et qui accusait la famille de la victime. Ici, on est au plus loin de l'expression de rage des associations féministes par rapport aux actes d'un Bernard Cantat, très loin aussi du sentiment d'affliction qui dominait chez ses fans.

Le deuxième cas se réfère à l'absence de condamnation sociale des individus ayant participé aux plus grands massacres dans les années récentes, les paramilitaires¹⁴. Cette absence de sanction sociale produit, chez l'observateur qui censure ces mêmes actes, le sentiment de se trouver face à une société globalement anesthésiée. Pourtant, les occasions de montrer une réprobation sont fréquentes. Ainsi, à la fin de l'année 2009 la Fiscalía (l'organisme chargé des enquêtes judiciaires) divulgua un rapport dans lequel elle estimait à 150 000 le nombre des homicides commis par ces groupes au cours des 20 dernières années¹⁵. Ce rapport n'a suscité des réactions ou commentaires publics ni au sein de la classe politique, ni au sein du monde académique ou associatif.

La non-existence d'une sanction sociale a pu être vérifiée également avec l'accueil enthousiaste et chaleureux que les députés et la grande presse firent aux chefs paramilitaires lorsqu'ils se rendirent au Congrès colombien en 2004 (un seul des invités, le chef paramilitaire Ramon Isaza, avouait avoir commis au moins 560 homicides). L'absence de sanction morale ou politique s'observe également par rapport aux agissements des députés : alors qu'un bon tiers d'entre eux ont été élus en 2002 et en 2006 grâce aux pactes établis avec les paramilitaires d'extrême droite, ces faits n'ont nullement remis en cause le déroulement de la vie politique, laquelle continue son cours ordinaire.

Les exemples de transgressions des lois qui ne sont pas stigmatisées pourraient se multiplier. Nous songeons par exemple à David Murcia Guzmán, aussi connu comme DMG. Ce Madoff local constitua un puissant réseau financier et commercial, garantissant des intérêts mirobolants, et provoquant finalement la ruine de dizaines de milliers de personnes lorsque les autorités se décidèrent à intervenir et le capturèrent en 2009. L'écroulement du système DMG menaça la stabilité financière de toute la région sud-ouest du pays, où étaient concentrées ses banques, amplement tolérées par les autorités pendant quatre ans. Après la capture de l'escroc, de nombreuses manifestations de soutien furent organisées par ses créanciers, et dans plusieurs régions éclatèrent de

sérieuses révoltes en guise de protestation. M. Murcia est toujours considéré comme un héros par de très nombreux Colombiens.

Un autre registre concerne la très grande permissivité sociale en ce qui concerne la violence sexuelle au sein de la famille. En 2008, le cas hyper médiatisé du père autrichien qui avait enfermé et violé sa fille Natascha Kampusch pendant plusieurs années éveilla l'intérêt des journalistes colombiens. Furent alors mis en lumière de très nombreux cas d'abus sexuel prolongé, à cette différence près que les auteurs des abus ne s'en cachaient point, leurs « unions » avec sur leurs filles étant connues, et très souvent acceptées, par la communauté. Dans certaines régions, la réduction à l'esclavage sexuel des filles est d'ailleurs considérée comme un atavisme culturel, voire comme une « tradition »¹⁶.

Enfin, de manière générale, dans ce pays il existe une très faible mobilisation relative à la violence homicide en tant que problème qui compromet la survie de la société (alors même que, selon les analyses de l'Organisation Panaméricaine de la Santé, il suffit d'avoir un taux de 10 homicides pour 100 000 habitants pour que cette forme de violence soit considérée comme mettant en danger la société). Que ce soit de la part des acteurs politiques, des mouvements sociaux ou de l'appareil médiatique, la mobilisation ou la prise de conscience n'est pas à la hauteur du problème. De fait, une des conséquences de cette grande permissivité sociale à l'égard des actes homicides nous semble être l'impunité juridique, très élevée : les chances d'aller en prison pour homicide sont faibles (les niveaux d'impunité étant de l'ordre de 80% à 90%).

En somme, les exemples que nous avons décrits montrent que les actes d'extrême violence, par ailleurs très fréquents, sont considérés comme « normaux » et ne génèrent qu'un très faible rejet social. Nous ne pouvons pas, en conséquence, les qualifier d'actes « déviant » ; il faut proposer une autre notion. Nous parlerons de « débrouille » pour caractériser la situation.

La notion de « débrouille »

J'ai introduit et développé la notion de « débrouille » au cours de ma recherche doctorale pour expliquer le type de relation qui s'établit entre les individus et l'État et les institutions. La recherche, effectuée en France, a permis de contraster les actions des migrants de différentes origines nationales pour obtenir la satisfaction de leurs droits. Au cours de ce travail, j'ai montré que les actions et les pratiques déployées s'inscrivent dans des logiques spécifiques propres à chaque pays d'origine. Chez les Colombiens, la pratique observée a été caractérisée et conceptualisée comme la « débrouille ». Les individus étudiés, des primo-migrants arrivés depuis peu en France, se situent en dehors des normes légales. Souvent ignorants des lois et en dehors du cadre institutionnel, ils atteignent leurs objectifs dans une relation instrumentale par rapport aux institutions et à l'État. La notion de « débrouille » rend compte de ce type de relation de l'individu avec les normes sociales et présente cet avantage sur la notion de « déviance », qu'il ne s'agit pas d'actions marginales ou stigmatisantes. En dehors des exemples de non-stigmatisation des transgresseurs de la loi ou des normes sociales cités plus haut, il s'avère que ceux qui ne respectent pas les lois –comme les trafiquants de drogues, les trafiquants d'influences ou les fraudeurs– jouissent plutôt de la considération sociale et du prestige de larges couches sociales.

De fait, la notion de « débrouille » nous semble opérative également dans des contextes différents à celui que nous avons évoqué. Dans d'autres travaux¹⁷, nous avons essayé de

montrer que la débrouille se produit lorsqu'il n'y a plus d'instance commune reconnue pour la régulation de la société. Aussi, une manifestation de la « débrouille » réside dans le fait que l'indifférence aux lois et à la justice fait partie du fonctionnement « normal » de la société. Cette caractéristique est à lier à l'impunité généralisée et aux faibles niveaux de dénonciation des crimes et des délits (ainsi, les vols et tentatives de vol, les menaces, le racket sont des délits rarement dénoncés devant les autorités). C'est d'ailleurs pour cette raison que la notion de débrouille nous semble plus adéquate que celle d'« anomie » : comme on sait, dans l'anomie il y a l'idée d'une pathologie, d'un dysfonctionnement social, d'un « dérèglement fondamental des relations entre l'individu et sa société »¹⁸.

Dans notre conception, la débrouille implique, en général, l'idée qu'il s'établit un rapport de force. La raison du plus fort, du plus rusé, de celui qui sait le mieux adapter à ses besoins les codes sociaux finit par s'imposer. Dans cet univers, les institutions sociales – normes, codes, la plupart des règles qui fondent l'idée de société – sont comme désincarnées. L'essence qui leur fait défaut, c'est leur appropriation sociale par les individus.

Dans le contexte que nous étudions, aucune autorité n'est unanimement ni durablement acceptée comme telle: elle peut être mise en cause en permanence. Les normes individuelles ou issues de petits groupes priment sur un système de régulation sociale commun, c'est à dire reconnu par tous. Aussi, une des caractéristiques du mode de relation sociale dans un univers de débrouille est l'incertitude (au sens précis du mot: « Impossibilité dans laquelle est une personne de connaître ou de prévoir un fait, un événement qui la concerne; sentiment de précarité qui en résulte »).

L'individu doit composer avec des données changeantes, engendrant une forte incertitude sociale (à qui faudra-t-il prêter allégeance? Qui fixe les règles?), matérielle (du fait que les règles de la survie économique peuvent aussi varier), juridique (il existe une situation de grand désordre du système légal et normatif, ce qui se traduit dans une méfiance ou une désertion des individus vis-à-vis du droit, de la loi et des institutions). La difficulté à établir des règles communes et des hiérarchies est une caractéristique importante de la débrouille.

Ces situations reflètent un fonctionnement relativement répandu dans les pays du Sud, et elles atteignent un niveau élevé dans un pays comme la Colombie. Ici, les individus se « débrouillent » -dans le langage courant, on emploie de manière ordinaire ce terme (*rebusque* ou *rebuscarse* dit-on en espagnol de Colombie) pour exprimer la capacité individuelle à se tirer de situations difficiles ou compromettantes, l'aptitude à résoudre les problèmes seul, sans l'aide de la loi ou des institutions.

Comment se traduit la violence homicide dans un contexte de « débrouille » ?

Nous avons expliqué pour quelles raisons la notion de « déviance » ne nous semble pas adaptée pour rendre compte de l'importance de la violence homicide, et de son acceptation sociale. En revanche, la notion de « débrouille », où l'individu fait appel à un sous-système de normes, ses actes n'étant pas médiatisés par une norme commune, nous semble plus pertinente.

Dans le contexte social où l'on fait appel aux logiques de la débrouille, la violence -et concrètement la violence homicide- est un comportement répandu, car elle peut être une manière efficace de régler les problèmes. Les données globales des homicides, citées plus haut, l'illustrent : de manière générale, l'individu a tendance à résoudre personnellement ses conflits, les autres instances n'existant pas ou lui semblant inopérantes. Ainsi, les individus se « débrouillent », dans ce sens qu'ils chercheront à régler leurs problèmes et difficultés en utilisant les ressources qui leur sont proches. Certes, il serait excessif de postuler mécaniquement l'usage de la violence homicide dans un contexte de débrouille. Néanmoins, dans le cas qui nous occupe nous disposons d'évidences empiriques (observations et participation à de processus de longue durée), ainsi que d'une connaissance historique et sociale au sein de la société colombienne qui nous incitent à penser que la violence homicide y est un mécanisme rapide et efficace de résolution des problèmes individuels. De fait, une certaine « sagesse populaire » assez répandue rend bien compte de cet état de choses: lorsqu'un assassinat est perpétré, il n'est pas, de manière ordinaire, condamné en tant que menace à la survie de la société. Bien plus fréquemment, on entendra des réflexions du style « Si on a tué untel, il y avait sûrement une raison [sous-entendu: que nous ignorons] ».

Il reste à déterminer, maintenant, si, en plus de la dimension du *nombre* important d'homicides propres à cet univers, il existe des *formes* spécifiques de violence homicide. Autrement dit, il s'agit de savoir si certains homicides revêtent des caractéristiques spécifiques dans un univers où la censure sociale relative à la transgression est faible et où l'individu répond essentiellement à son intérêt individuel. Nous donnerons ici trois exemples : le premier a trait à l'existence assez répandue de tueurs à gage ou « sicaires », le second aux « exécutions extra-judiciaires », et le dernier au « nettoyage social ».

L'importance des sicaires nous semble rendre bien compte du caractère de plus en plus cru qu'acquière les relations sociales. Des ouvrages de journalisme et de fiction se sont attardés sur ces figures sociales¹⁹ dans les quartiers pauvres (« comunas ») de Medellin, mais le phénomène se retrouve dans plusieurs autres villes : ainsi, à Bogota, le secrétariat de la Mairie estimait à la fin des années 2000 que, sur les près de 1 400 homicides commis dans la ville par an, un nombre important, (correspondant à un homicide tous les deux jours, soit environ 10%) est commis par des sicaires. Dans les villes de Cali et Medellin, les homicides exécutés par les sicaires représentent 50% du total des homicides²⁰. Dans la ville de Carthagène, c'est la jeunesse des sicaires qui a retenu l'attention des ONG : on estime que plus d'un tiers des sicaires sont des mineurs. Globalement, le phénomène est présent dans toutes les grandes villes ; des « marchés » de tueurs à gages existent dans les bas-fonds, où les personnes intéressées peuvent trouver, moyennant une avance équivalant à 30% de la somme totale accordée, les services d'un homme²¹ jeune, prêt à faire le « travail ». Dans les récits des anciens sicaires, tout orbite autour de l'argent. Un jeune homme de 18 ans, sicaire de la « Comuna 8 » de la ville de Pereira, raconte que son premier assassinat, à l'âge de 13 ans, lui rapporta 200 000 pesos (environ soixante quinze euros). Avec le temps, il a réussi à obtenir des « travaux » bien mieux rémunérés (3 millions de pesos) dans d'autres régions du pays. Toujours est-il que, selon les autorités, lorsque ces mêmes sicaires sont embauchés par le biais des « bureaux », le tarif pour le commanditaire s'élève jusqu'à 50 millions de pesos, bien que de manière générale, selon les aveux de ce jeune homme, « tout dépend de l'importance de la victime »²².

Dans plusieurs régions du pays il existe des « écoles de sicaires » ou « centres d'entraînement ». A Medellin, où la mafia du narcotraffic a profondément pénétré la

société, on trouve une forme plus organisée. *La oficina de Envigado* (le « bureau » de Envigado, du nom d'un quartier de Medellín) est bien connue : il s'agit d'un réseau qui organise des crimes et qui récolte un pourcentage des sommes obtenues par les délinquants (tueurs à gage et « spécialistes » de diverses formes de criminalité - extorsions, récolte d'impôts, élaboration de menaces...). En 2007 son chef était Rogelio, « un ancien membre des organismes de sécurité »²³. Ce « bureau » tente d'organiser la filière des sicaires de la ville, car, selon l'un d'eux, « Pour avoir du travail, il faut filer droit devant le patron du bureau et prouver qu'on est bon pour faire parler la poudre »²⁴.

En Colombie, le phénomène des sicaires a largement débordé la sphère du narcotrafic -les sicaires peuvent être embauchés pour toutes sortes de crimes, règlements de comptes, assassinats de son épouse²⁵. A l'heure actuelle, on a détecté la présence de sicaires colombiens dans une dizaine de pays (majoritairement latino-américains, mais aussi en Espagne)²⁶. Ceux-ci ne se limitent pas à régler les conflits entre migrants colombiens. Il est avéré que dans certains pays ils ont été « embauchés » par des groupes criminels étrangers, parfois ayant des visées politiques, en raison de leur savoir-faire et de leur sang froid. Cependant, leur insertion dans la vie sociale colombienne reste sans commune mesure avec d'autres pays latino-américains.

Le deuxième type de violence homicide qui nous semble propre à une société où le mode de relation dominant est celui de la débrouille est celui des « exécutions extra-judiciaires » de faux guérilleros. Bien que cette pratique soit beaucoup plus ancienne, le scandale des « faux positifs » éclata au grand jour en 2009. Les « faux positifs » fut le nom adopté par la presse pour désigner une forme toute singulière d'exécutions de jeunes hommes des quartiers périphériques ou défavorisés de différentes villes tout au long de la Colombie par les militaires. Plus de mille cinq cents jeunes hommes, souvent chômeurs ou insérés dans l'économie informelle, ont reçu depuis 2002 des offres de travail de la part d'individus, dont ils ignoraient qu'ils étaient des militaires ou leurs intermédiaires. Ces jeunes méconnaissaient les conditions exactes du travail, mais ils étaient appâtés par l'idée de gagner un peu d'argent. Aussi, ils se sont rendus à leur « travail » à des centaines de kilomètres de leur ville d'origine. Une fois arrivés sur place, ces jeunes étaient abattus et présentés par les militaires à leurs supérieurs comme étant des « guérilleros ». La motivation de cette action n'était pas idéologique. Les militaires assassinaient ces jeunes hommes parce qu'une directive de l'armée leur donnait des avantages matériels, notamment des primes et des permissions de sortie le week-end, s'ils montraient des résultats « positifs » dans la lutte contre la guérilla. Ainsi, se sont à nouveau des raisons matérielles, immédiates, dénuées de tout « imaginaire social », qui président à l'action²⁷.

Le troisième cas significatif est celui du « nettoyage social ». L'assassinat systématique de personnes issues des secteurs sociaux qui « troublent » la tranquillité sociale (enfants des rues, bandes de jeunes chômeurs des quartiers périphériques, prostitué(e)s, personnes travesties, SDF, homosexuel(le)s...) remonte, au moins, aux années 1980 en Colombie. Même s'il existe dans d'autres régions du monde, dans ce pays il revêt des formes particulièrement brutales, surtout du fait que ce type d'opérations est valorisé positivement par les couches moyennes de la population. De fait, il est légitimé par les pouvoirs et les élites locales (par exemple par certains maires, ou journalistes influents), comme l'explique une des rares chercheuses s'étant penchée sur ce phénomène, Delphine Minotti :

On peut s'étonner du degré d'acceptation que le « nettoyage social » semble recueillir en Colombie. Une fois encore, la généralisation de la violence banalise des faits pourtant gravissimes. Le « nettoyage social » semble être considéré comme une

« violence mineure », probablement en raison du nombre de victimes moins élevé que pour d'autres types de violence. Mais s'il ne suscite que peu d'intérêt, la place que lui consacre les médias en faisant foi, c'est peut-être aussi en raison de l'identité des victimes. Qui se préoccupe du sort du mendiant sale et potentiellement dangereux qui dort dans la rue ? (...) Le « nettoyage social » apparaît parfois non pas comme un fléau qu'il faut combattre, mais comme une solution légitime aux problèmes sociaux. D'ailleurs, **des membres des forces de l'ordre responsables de campagnes de « nettoyage social » sont allés jusqu'à expliquer aux habitants qu'il fallait considérer ces assassinats comme « normaux » et comme « l'unique manière de garantir la sécurité »**. Dans le discours de certains Colombiens, on note une classification claire entre « *los antisociales* » (les hors-la-loi de toutes sortes), « *los indeseables* » (les « indésirables ») et enfin « *los desechables* ». Ce dernier terme insiste sur le fait que ces personnes seraient « jetables », car du point de vue social, ils ne présentent selon leurs assassins aucune utilité pour la société²⁸.

Dans les trois cas que nous venons de citer, la principale motivation des agents est de visée immédiate, et le lien entre la victime et le meurtrier est inexistant. Dans les deux premiers cas, les individus se désintéressent complètement de l'identité ou des motivations qui président à la commande, leur motivation unique étant la recherche de bénéfices matériels. Le troisième cas, plus persistant dans le temps et très ancré au sein de la société, nous parle d'une motivation d'un autre type : ici c'est un « intérêt » collectif qui semble dominer (maintenir « propre » la ville, se débarrasser des éléments « anormaux »...).

Enfin, dans les trois cas, la condamnation sociale est très faible, voire inexistante (ainsi, le cas des « faux positifs » -pourtant médiatisé en 2009- n'a pas donné lieu à des manifestations ou mobilisation citoyennes, et il n'a pas eu de conséquences politiques négatives sur le gouvernement). Il n'existe pas, au sein des couches dominantes de la société, de condamnation morale de ces actes, ni de volonté politique ou juridique de s'attaquer sérieusement à ces problèmes.

Conclusion

La notion de débrouille permet de rendre compte de situations où ce qui est perçu comme exceptionnel dans les pays du Nord est la norme. En raison de sa brutalité, la Colombie est un terrain d'étude privilégié. La débrouille permet de mieux comprendre la large panoplie de violences et en particulier la violence homicide sous ses différentes déclinaisons (politique, contre les minorités -sexuelles, marginaux ; au sein de la famille, entre proches...)

Ceci dit, ce qui est remarquable et aussi inquiétant, c'est le fait que les sociétés où le mode de régulation sociale passe par la débrouille, « fonctionnent ». Car non seulement un pays comme la Colombie semble fonctionner correctement selon les critères internationaux propres aux démocraties (ce pays remplit les caractères formels, élections, croissance économique, presse 'libre', etc), en plus il se dote de toutes les apparences (institutions avancées, en particulier Constitutions et lois).

Enfin, un aspect central de la « débrouille » consiste dans ce qu'elle n'implique pas une adaptation heureuse ou ingénieuse aux conditions difficiles de la vie. On a compris que nous sommes ici au plus loin de la conceptualisation de certains auteurs qui se réfèrent à la débrouille (ou à des termes équivalents exprimant la même idée) pour décrire une manière de vivre créative et libre, comme le fait Serge Latouche dans cet extrait:

"Au Sud, (...) l'alternative est une simple condition de la survie. (...) Ils doivent inventer, et certains au moins inventent effectivement un autre système, une autre vie. Dans cet océan de dérégulation émergent fort heureusement des îlots, voire des continents, de relative autosuffisance hors économie, capables de bricoler de la joie de vivre et de la convivialité grâce à la réciprocité et à l'entraide collective²⁹."

NOTES

1. La notion de « débrouille » a fait l'objet de ma thèse doctorale en sociologie, *La 'débrouille' : migrants andins et accès aux droits en France*, 2007.
2. Martín Angerosa, de l'Instituto de Estudios Comparados en Ciencias Penales y Sociales (Inecip, Argentine) signala au journal *Página/12* que celui-ci est le pourcentage estimé par la Coalición Latinoamericana para la Prevención de la Violencia Armada (Clave), une coalition d'ONG d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Source: <http://www.aiven.org/profiles/blogs/america-latina-es-la-region>
3. C'est particulièrement le cas en Colombie. Parmi les facteurs ayant fait chuter les taux d'homicide depuis le début des années 2000 figurent : dans le milieu urbain, les politiques de contrôle de vente de boissons alcooliques la nuit et les campagnes contre le port d'armes. Dans le milieu rural, l'arrêt des massacres de populations par les paramilitaires, en raison de leur légitimation politique par le gouvernement Uribe depuis 2002.
4. Les années 1990 ont été encore plus meurtrières en Colombie.
5. Selon l'historien Jorge O. Melo, entre 1962 et 2007 il s'est produit environ 700.000 assassinats dans un pays où la peine de mort n'existe pas et où il est inexact de parler de « guerre civile ». Voir "[Cincuenta años de homicidios: tendencias y perspectivas](#)", dans la revue en ligne *Razón pública*.
6. Ce rapport s'est efforcé de distinguer la violence socio-économique, la violence socio-culturelle et la violence territoriale. Il attirera l'attention également sur l'importance de violences non liées à la politique ou au narcotraffic.
7. Ainsi, le rapport de la *Comisión de Superación de la Violencia*, en 1991, appelait à effectuer des "dialogues" (et non pas des "négociations") dans les régions, à réorienter les ressources publiques, à mener une politique de substitution des cultures illicites, à combattre les paramilitaires, à restituer les terres aux indiens, enfin à écarter les militaires qui auraient violé les droits humains.
8. Voir à ce sujet la discussion entamée par Francisco Gutiérrez Sanín avec Mauricio Rubio, in Francisco Gutiérrez Sanín, "Imprecisiones sobre la violencia", *Revista de Estudios Sociales* N° 3, Universidad de los Andes, Bogota, juin 1999, p. 133-137.
9. Les homicides liés directement au conflit représentant environ un quart du total des homicides. Pour une mise en perspective de cette violence politique, je renvoie à mon article « Droits humains sous tension à l'université colombienne ».
10. Emile Durkheim, *Règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, 1988.
11. Howard S. Becker, *Outsiders : études de sociologie de la déviance*, Paris, A.-M. Métailié, 1985, p. 33.
12. *Ibid.*

13. Diomedes Díaz est un des plus célèbres chanteurs de *vallenato* de la Colombie. Le 15 mai 1997, au cours d'une soirée dans son appartement de Bogota, Doris Niño, amie du chanteur, fut agressée sexuellement et assassinée par asphyxie. Diomedes Díaz demanda à ses gardes du corps de jeter le corps dans un terrain vague, à 150 km de la ville.
14. Les paramilitaires sont un acteur important de la vie politique, économique et sociale en Colombie depuis les années 1980. Il s'agit de milices d'extrême droite, liées à l'armée. Théoriquement formées pour combattre les guérillas, en fait elles servent les intérêts des grands propriétaires de la terre et sont les responsables des plus atroces massacres et du déplacement forcé des populations.
15. "Fiscalía, tras 150 mil asesinatos 'paras' que han sido confesados por desmovilizados", *El Tiempo*, 18 janvier 2010.
16. D'après les données des instituts spécialisés colombiens, la moitié des violences sexuelles déclarées sont commises sur les enfants, en général par les hommes adultes de la famille. Les niveaux de dénonciation des violences sexuelles sont très bas : l'institut Profamilia estime que, au moins, 80% des cas ne sont pas dénoncés.
17. Olga L. Gonzalez, « Élections dans un univers de 'débrouille': le vote des migrants colombiens », in *L'ordinaire latino-américain*, revue de l'Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur l'Amérique Latine, Université Toulouse le Mirail, Toulouse, p. 29-45, 2008.
18. Raymond Boudon et François Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 2000. J'ai approfondi la discussion autour des concepts d'« anomie » et de « déviance » dans ma thèse doctorale.
19. Nous songeons aux œuvres de Fernando Vallejo, Jorge Franco (romanciers), Victor Gaviria (cinéaste) et Alonso Salazar (journaliste et actuel maire de Medellin).
20. Voir Hugo Acero, "[Seguridad, en saldo rojo](#)", *El Tiempo*, 31 décembre 2010.
21. En général il s'agit d'hommes, mais les femmes peuvent également faire partie des tueurs. Voir à ce sujet le film de fiction inspiré de faits très réels [La vendedora de rosas](#), de Victor Gaviria. Le film [Rosario Tijeras](#), au contraire, met en scène un fantasme de l'auteur Jorge Franco autour de sa protagoniste.
22. "[Menores de edad han cometido 542 homicidios en dos años; muchos corresponden a casos de sicariato](#)", *El Tiempo*, 7 juin 2009.
23. " 'Rogelio', el hombre que se le salió de las manos a 'Don Berna' ", *El Tiempo*, 4 août 2007.
24. "Para tener trabajo hay que caminarle rectico al dueño de la 'oficina' y demostrar que uno es bueno para voliar plomo", in "Menores de edad han cometido 542 homicidios en dos años; muchos corresponden a casos de sicariato", *El Tiempo*, 7 juin 2009.
25. Voir à ce sujet les aveux des sicaires embauchés par le conseiller municipal de Bogota, Vladimir Melo Carrillo, pour assassiner sa femme en juillet 2009. "[Tres hombres aceptaron ser los asesinos de la esposa del concejal de Bogotá Vladimir Melo](#)", *El Tiempo*, 12 novembre 2009.
26. Voir à ce sujet "Crimen de exportación", *Semana*, 4 avril 2009. La peur d'une « contagion » du phénomène des sicaires a motivé le réalisateur vénézuélien José Novoa à tourner [Sicario](#), un film de fiction inspiré de faits réels.
27. De nombreux sites de défense des droits humains en Colombie fournissent la documentation sur ces faits. Sur un autre registre, les journalistes italiens Simone Bruno et Dido Carillo ont réalisé un documentaire en 2009.
28. Delphine Minotti - Vu Ngoc, « La Colombie à la recherche de la paix », *Les Cahiers du Gresal* n° 3, 2003, pp. 197-216 (c'est nous qui soulignons).
29. Serge Latouche et Barbe de Noël (2004), *Économies choisies? Échanges, circulations, débrouille*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2004.

AUTEUR

OLGA L. GONZALEZ

Sociologue, chercheure associée à l'Urmis, Université de Paris VII Denis Diderot, <http://olgagonzalez.wordpress.com/>, Contact : olgalu@free.fr